

Conséquences économiques, financières et sociales de l'économie non déclarée

Déclaration du groupe des associations

À travers l'avis présenté aujourd'hui, notre assemblée aborde le sujet délicat du contrat social qui fonde notre société. Loin d'être négligeables mais difficiles à estimer avec justesse, les échanges financiers qui se cachent derrière l'économie non déclarée échappent par définition à la collecte de l'impôt et au règlement des cotisations sociales. Ils privent de ce fait les comptes publics de recettes pourtant nécessaires au financement de la protection sociale et des services publics. C'est là que, collectivement, nous sommes interpellés.

Il était donc pertinent d'analyser plus précisément les conséquences économiques, financières et sociales de l'économie non déclarée aujourd'hui. Non seulement pour en approcher l'ampleur mais également pour tenter de mieux cerner la place et le rôle que joue une telle économie dans notre société.

Symptôme d'une « désagrégation » de la société ? Amortisseur social complémentaire en période de crise ? Mal ressenti comme nécessaire au regard du poids des normes, de la complexité des réglementations et des contraintes administratives ? Refus de participer à l'effort collectif, mal réparti et perçu comme injuste ? Affadissement de la conscience collective quant au rôle social des prélèvements obligatoires ? Il y a sans doute un peu de tout cela.

Les causes sont bien identifiées, le constat quasi-identique à celui observé dans notre avis de 1983 sur le travail clandestin. On notera cependant que le contexte international et européen a fortement évolué, la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes compliquant davantage la lutte contre l'économie non déclarée, désormais conduite à un niveau extra national.

Une fois posé le diagnostic, il reste à proposer des remèdes. Au-delà de l'ensemble des préconisations de l'avis auxquelles nous adhérons, nous voudrions insister sur celles qui touchent à la prévention et à la pédagogie. Nous sommes tous, en effet, plus ou moins complices d'un tel système. Souvent nous ne voulons ou ne pouvons pas mesurer les effets du choix que nous faisons.

La sensibilisation sur le rôle des impôts et des cotisations à destination des citoyens, des contribuables et des employeurs nous apparaît à ce titre fondamental. Elle doit permettre à tous de comprendre que ces prélèvements apportent une sécurité aux travailleurs et aux consommateurs. Nous estimons enfin que l'accent doit être mis sur le dialogue, pour que les règles et normes soient moins lourdes plus intelligibles et donc plus facilement applicables.

Nous remercions notre rapporteur pour avoir su conduire la réflexion avec juste ce qu'il fallait d'humour et de fermeté pour éviter les crispations autour d'un sujet complexe. Le groupe des associations a voté l'avis.